

CI-208
2025-05-01
A. Martin

Étude des crédits 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
TOME 1, 2 ET 3

COMMISSION QUÉBÉCOISE
DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Québec 

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – OPPOSITION OFFICIELLE

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
QP1-002	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2023-2024, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.	1
QP1-004	Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2023-2024 et les prévisions pour 2024-2025 : a. le nom de toutes les campagnes ; b. les coûts de ces campagnes ; c. le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser ; d. les dates de diffusion de la campagne ; e. les objectifs visés par chaque campagne.	2
QP1-006	Le 1er novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. La directive du Conseil du Trésor s'applique aux organisations suivantes : a. Ministère de la Sécurité publique; b. Commissaire à la déontologie policière; c. Bureau du Coroner; d. RACJ; e. SQ; f. Tribunal administratif de déontologie policière; g. BEI; h. Commission des libérations conditionnelles; i. Fonds des services de police; j. UPAC; k. École nationale de police; l. École nationale des pompiers; m. SOPFEU.	3

QP1-007	<p>Pour chacune des organisations ci-dessus, veuillez nous décrire les efforts mis en place et les économies générées par l'organisation pour répondre à chacune des trois demandes suivantes:</p> <p>a. Gel de recrutement; a. Concernant le gel de recrutement, veuillez nous indiquer le nombre de postes actuellement vacants et non comblés en raison du gel imposé et les économies générées. b. Limitation du temps supplémentaire; c. Limitation des dépenses de déplacement.</p> <p>Veuillez également nous indiquer si une demande d'exemption a été adressée au Conseil du trésor et si oui, veuillez nous fournir une copie de la demande et de la réponse du Trésor.</p>	4
QP1-008	Veuillez nous fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2024-2025, ventilé par organisme.	5
QP1-264	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025.	6
QP1-265	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2023-2024, incluant leur curriculum vitae, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.	7
QP1-266	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2023-2024 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	9
QP1-267	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la commission pour la période 2023-2024.	12

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 2E GROUPE DE L'OPPOSITION

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
QP2-009	Quels projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.	15

ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
TABLE DES MATIÈRES
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS – 3E GROUPE DE L'OPPOSITION

NUMÉRO	LIBELLÉ DE LA QUESTION	PAGE
QP3-004	Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, le budget et les résultats obtenus.	17
QP3-007	Pour l'année 2024-2025, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir : a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration; b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération; c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv; d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.	18
QP3-139	L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emploi, pour la période 2023-2024, et les prévisions pour 2024-2025.	19
QP3-140	La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la commission pour la période 2023-2024, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.	20
QP3-141	Répartition des décisions prises par la commission pour la période 2023-2024 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).	21
QP3-142	Répartition territoriale, par établissement de détention, des renonciations et des décisions de la commission pour la période 2023-2024.	22
QP3-143	Copie des ententes conclues avec la Commission nationale des libérations conditionnelles (fédérale) concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.	23

Étude des crédits 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
TOME 1

COMMISSION QUÉBÉCOISE
DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Québec 

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 2: Liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires. Pour chaque comité, préciser le mandat, les membres, les dates des rencontres, le budget et les résultats obtenus.

COMITÉ OU GROUPE DE TRAVAIL	Forum sociojudiciaire autochtone
MANDAT	Présenter les mesures prioritaires identifiées par les partenaires relativement à la stratégie d'Action en matière sociojudiciaire autochtone et du Plan d'action gouvernemental pour le développement social et culturel des Premières Nations et Inuit. Convenir de la structure de travail relativement à la mise en œuvre des priorités retenues.
RÉPRÉSENTANT	Pascal Plamondon-Gomez, Agent de liaison, mandat Premières Nations et Inuit
DATES DE RENCONTRE	11 décembre 2024
BUDGET	Aucun frais de déplacement ou autre pour la Commission, pour les autres frais, se référer au ministère de la Justice, porteur du comité.
RÉSULTATS	Se référer au ministère de la Justice, porteur du comité.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 4: Pour le ministère et chacun des organismes qui en relèvent, concernant les campagnes de publicité et de sensibilisation, fournir pour 2024-2025, le nom de toutes les campagnes, les coûts de ces campagnes, le nom de la firme ou du professionnel retenu pour la réaliser, les dates de diffusion de la campagne et les objectifs visés par chaque campagne.

CAMPAGNE	Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation pour l'année financière 2024-2025.
COÛTS	Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation pour l'année financière 2024-2025.
FIRME OU PROFESSIONNEL	Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation pour l'année financière 2024-2025.
DATE DE DIFFUSION	Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation pour l'année financière 2024-2025.
OBJECTIF VISÉ	Aucune campagne de publicité ou de sensibilisation pour l'année financière 2024-2025.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 6: Le 1^{er} novembre 2024, le Conseil du Trésor publiait la liste des organismes soumis aux mesures de contrôle des dépenses au 1er novembre en 2024. La directive du Conseil du Trésor s'applique aux organisations suivantes :

- a. Ministère de la Sécurité publique;
- b. Commissaire à la déontologie policière;
- c. Bureau du Coroner;
- d. RACJ;
- e. SQ;
- f. Tribunal administratif de déontologie policière;
- g. BEI;
- h. Commission des libérations conditionnelles;
- i. Fonds des services de police;
- j. UPAC;
- k. École nationale de police;
- l. École nationale des pompiers;
- m. SOPFEU.

Veillez vous référer à la réponse de la question 7.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

**MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE**

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 7: Décrire les efforts mis en place et les économies générées par l'organisation pour répondre à chacune des trois demandes suivantes:

GEL DE RECRUTEMENT	
EFFORTS	Non remplacement d'un titulaire d'emploi supérieur pour l'année 2024-2025
ÉCONOMIES	169 950 \$

POSTES ACTUELLEMENT VACANTS ET NON COMBLÉS EN RAISON DU GEL IMPOSÉ	
NOMBRE	1
ÉCONOMIES	169 950 \$

LIMITATION DU TEMPS SUPPLÉMENTAIRE	
EFFORTS	Limitation, au strict nécessaire, d'une autorisation de temps supplémentaire pour l'implantation d'un système informatique (1 h 15 plutôt que 18 h pour la même période de l'année précédente)
ÉCONOMIES	900 \$

LIMITATION DES DÉPENSES DE DÉPLACEMENT	
EFFORTS	Tenue des réunions cliniques à distance par visioconférence; Limitation, au strict nécessaire, de déplacements des gestionnaires entre les bureaux de Montréal et de Québec; Limitation, au strict nécessaire, de déplacements des agents de liaison aux établissements de détention.
ÉCONOMIES	11 143 \$

La Commission n'a adressé aucune demande d'exemption au Conseil du trésor

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 8: Fournir les mesures d'économies et les mesures en révision des programmes identifiés afin de respecter la cible de compression budgétaire fixée par le SCT au ministère de la Sécurité publique pour 2024-2025

MESURES D'ÉCONOMIES

Réduction des dépenses relatives aux fournitures de bureau

Gel des déplacements hors Québec

Report du processus de sélection et de formation de nouveaux membres

Gel des frais de fonction

Annulation du protocole de recherche de solutions informatiques de gestion du rôle avec l'Université Laval

Optimisation des assignations de dossiers aux membres à temps plein

MESURES EN RÉVISION DES PROGRAMMES

La Commission n'a pas de programme normé pour l'année financière 2024-2025

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 264: L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emplois, pour la période 2024-2025.

CATÉGORIE D'EMPLOIS	EFFECTIF¹	MASSE SALARIALE²
TITULAIRES D'EMPLOI SUPÉRIEUR	8	1 184 535 \$
CADRES	2	218 401 \$
FONCTIONNAIRES	21	937 871 \$
PROFESSIONNELS	19	1 616 001 \$

¹Le niveau des effectifs est calculé selon la cible d'heures rémunérées, soit de 92 437 heures pour l'année financière 2024-2025 (considérant que 1 ETC = 1 826,3 heures).

²La masse salariale a été calculé sur les périodes 1 à 22 de l'année 2024-2025, incluant les employés qui ont quitté, mais excluant les titulaires d'emploi supérieur à honoraires.

Données en date du 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 265: La liste des commissaires (membres) de la Commission pour la période 2024-2025, incluant leur curriculum vitae¹, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

MEMBRES À TEMPS PLEIN			
NOM, PRÉNOM	TRAITEMENT ANNUEL	DÉBUT MANDAT	FIN MANDAT
Blouin, Luc	141 191 \$	2023-11-30	2028-11-29
Chamberland, Céline	169 950 \$	2023-05-24	2028-05-23
de Vette, Suzanne	169 950 \$	2023-05-24	2028-05-23
Filion, Julie	169 950 \$	2023-05-24	2028-05-23
Gagné, Jean-Pierre	169 950 \$	2022-04-24	2025-04-23
Harton, Marlaine	141 191 \$	2023-11-30	2028-11-29
Rosebush, Natalie	187 521 \$	2023-06-05	2028-06-04
Sultan, David	206 107 \$	2023-04-05	2028-04-04
Tétreault, Lucie	169 950 \$	2023-05-24	2028-05-23

¹Veillez vous référer au site Internet <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>

QUESTION 265: La liste des commissaires (membres) de la Commission pour la période 2024-2025, incluant leur curriculum vitae¹, leur traitement annuel et la date de la fin de leur mandat.

MEMBRES À TEMPS PARTIEL			
NOM, PRÉNOM	TRAITEMENT ANNUEL²	DÉBUT MANDAT	FIN MANDAT
Altimas, Patrick	71 100 \$	2022-05-03	2025-05-02
Butstraen, Lara	11 327 \$	2021-10-06	2024-10-05
D'Amour-Lalonde, Ariane	62 790 \$	2021-10-06	2024-10-05
Gauvreau, Stéphanie	66 543 \$	2021-10-06	2024-10-05
Giroux, Stéphanie	40 659 \$	2021-10-06	Décès le 2025-02-04
Gouin, Frédéric	78 782 \$	2021-10-06	Démission le 2025-01-31
Leblond, Isabelle	87 755 \$	2021-10-06	2024-10-05
Mayo, Josée	16 808 \$	2021-10-06	2024-10-05
Petosa, Connie	97 022 \$	2021-10-06	2024-10-05
Teitelbaum, Reisa	19 662 \$	2021-10-06	2024-10-05

¹Veillez vous référer au site Internet <https://www.emplois-superieurs.gouv.qc.ca/>

²Les membres à temps partiel reçoivent des honoraires en fonction des assignations au rôle d'audience / traitement annuel en fonction des paies 1 à 22.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 266: Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2024-2025 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

DÉCISIONS RENDUES		
PERMISSION DE SORTIR PRÉPARATOIRE À LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE (incluant renouvellement et révision)	NOMBRE	
OCTROI		197
REFUS		186
POST-ANNULATION		
MAINTIEN	0	0
ANNULATION	0	
POST-SUSPENSION		
ANNULATION	1	14
CESSATION	0	
RÉVOCATION	13	
MODIFICATION DE CONDITIONS		
MODIFICATION	7	7
MAINTIEN	0	
AUTRES		
DÉPLACEMENT HORS-QUÉBEC/HORS-CANADA		0
REPORT		176
AUCUNE DÉCISION NE PEUT ÊTRE RENDUE		0
RÉVISION		10
RENOUVELLEMENT		59
TOTAL CONCERNANT LA MESURE DE PERMISSION DE SORTIR PRÉPARATOIRE A LA LIBÉRATION CONDITIONNELLE		649

1/3

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

QUESTION 266: Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2024-2025 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

DÉCISIONS RENDUES		
LIBÉRATION CONDITIONNELLE (incluant révision)	NOMBRE	
OCTROI		409
REFUS		445
POST-ANNULATION		
MAINTIEN	5	7
ANNULATION	2	
POST-SUSPENSION		
ANNULATION	13	119
CESSATION	4	
RÉVOCATION	102	
MODIFICATION DE CONDITIONS		
MODIFICATION	120	132
MAINTIEN	12	
EXAMEN DE DEMANDE DE NOUVEL EXAMEN		
RENVOI	10	23
REJET	13	
AUTRES		
AUDIENCE D'ÉTAPE		63
AUDIENCE DE MISE AU POINT		1
DÉPLACEMENT HORS-QUÉBEC/HORS-CANADA		7
REPORT		431
TRANSFERT		1
AUCUNE DÉCISION NE PEUT ÊTRE RENDUE		23
RÉVISION		38
TOTAL CONCERNANT LA MESURE DE LIBÉRATION CONDITIONNELLE		1699

2/3

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

QUESTION 266: Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2024-2025 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

DÉCISIONS RENDUES		
PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE (incluant révision)	NOMBRE	
OCTROI		0
REFUS		12
POST-ANNULATION		
MAINTIEN	0	0
ANNULATION	0	
POST-SUSPENSION		
ANNULATION	0	0
CESSATION	0	
RÉVOCATION	0	
AUTRES		
RÉVISION		0
TOTAL CONCERNANT LA MESURE DE PERMISSION DE SORTIR POUR VISITE À LA FAMILLE		12

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR L'OPPOSITION OFFICIELLE

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 267: Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncements et des décisions de la Commission pour la période 2024-2025.

ÉTABLISSEMENTS	RENONCIATIONS ¹	TOTAL DES DÉCISIONS ²	NOMBRE DE PERSONNES ADMISSIBLES À UNE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
----------------	----------------------------	----------------------------------	---

EST-DU-QUÉBEC			
Baie-Comeau	11	14	27
Québec (Femmes)	0	32	23
Québec (Hommes)	138	173	316
New Carlisle	18	18	35
Percé	39	15	45
Rimouski	28	29	57
Roberval	47	74	120
Sept-Îles	8	3	10
Trois-Rivières	71	100	156

ÎLE-DE-MONTRÉAL			
Leclerc de Laval (Femmes)	288	97	565
Montréal	47	271	127
Rivière-des-Prairies	48	33	103

1/2

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

QUESTION 267: Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2024-2025.

ÉTABLISSEMENTS	RENONCIATIONS ¹	TOTAL DES DÉCISIONS ²	NOMBRE DE PERSONNES ADMISSIBLES À UNE LIBÉRATION CONDITIONNELLE
OUEST-DU-QUÉBEC			
Amos	28	29	50
Hull	79	54	129
Sherbrooke	99	99	251
Saint-Jérôme	51	157	149
Sorel	41	47	83

¹ La répartition du nombre de renoncations par établissement de détention apparaît à titre indicatif. Compte tenu des divers types de décisions rendues et des mouvements de la clientèle carcérale, ces données ne peuvent pas être mises en relation avec le nombre de décisions rendues pour chacun des établissements de détention. Les renoncations doivent être calculées en fonction des données relatives à la clientèle admissible à une mesure de mise en liberté sous condition pour une année donnée.

² Le nombre de décisions de report n'est pas inclus dans le total des décisions.

Étude des crédits 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
TOME 2

COMMISSION QUÉBÉCOISE
DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Québec 

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 2^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 9: Les projets, mesures, politiques ou programmes ont fait l'objet d'une analyse différenciée des sexes (ADS). Donner le budget de ces analyses en ETC ou le montant des contrats octroyés.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat à la condition féminine.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

Étude des crédits 2025-2026

DEMANDE DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
TOME 3

COMMISSION QUÉBÉCOISE
DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

Québec 

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 4: La liste de tous les comités interministériels formés ou déjà formés en 2024-2025, dont ont fait partie le ministère ou ses organismes, agences ou autres avec d'autres ministères, organismes, agences ou partenaires.

Veillez vous référer à la réponse de la question QP1-02.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

- QUESTION 7:** Pour l'année 2024-2025, pour chacun des organismes, agences ou autres relevant du ministère, fournir :
- a. la liste des employés et des membres du conseil d'administration;
 - b. la liste des personnes qui ont vu leur mandat être renouvelé, en indiquant leur nom, leur titre et les dates du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération;
 - c. la liste des personnes qui ont été nommées, en indiquant leur nom, leur titre et la date du début et de la fin de leur mandat, ainsi que leur rémunération. Inclure leur cv;
 - d. leurs frais de déplacement, de voyage, de repas et de représentation.

La Commission n'a pas de conseil d'administration.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 139: L'effectif de la CQLC ainsi que la masse salariale, par catégorie d'emplois, pour la période 2024-2025, et les prévisions pour 2025-2026.

Veillez vous référer à la réponse de la question QP1-264.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 140: La liste des commissaires (permanents/communautaires) de la Commission pour la période 2024-2025, incluant leur cv, leur traitement annuel et la date de fin de leur mandat.

Veillez vous référer à la réponse de la question QP1-265.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 141: Répartition des décisions prises par la Commission pour la période 2024-2025 (libérations conditionnelles avec ou sans audience, programme de semi-liberté et programme d'appel en matière d'absence temporaire).

Veillez vous référer à la réponse de la question QP1-266.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 142: Répartition territoriale, par établissement de détention, des renoncations et des décisions de la Commission pour la période 2024-2025

Veillez vous référer à la réponse de la question QP1-267.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.

MINISTÈRE DE LA SÉCURITÉ PUBLIQUE
ÉTUDE DES CRÉDITS 2025-2026
RENSEIGNEMENTS PARTICULIERS REQUIS PAR LE 3^E GROUPE DE L'OPPOSITION

TITRE ET PROGRAMME : GESTION DU SYSTÈME CORRECTIONNEL - 03.03 - COMMISSION QUÉBÉCOISE DES LIBÉRATIONS CONDITIONNELLES

QUESTION 143: Copie des ententes conclues avec la Commission des libérations conditionnelles du Canada concernant l'échange d'information contenue dans les dossiers de détenus.

L'accord sur le transfert de compétence à l'égard des libérés conditionnels est conclu entre les gouvernements du Canada, du Québec, de l'Ontario et de l'Alberta. Il n'existe aucune entente, à proprement parler, entre la Commission des libérations conditionnelles du Canada et la Commission québécoise des libérations conditionnelles.

La période concernée est du 1^{er} avril 2024 au 31 janvier 2025.